

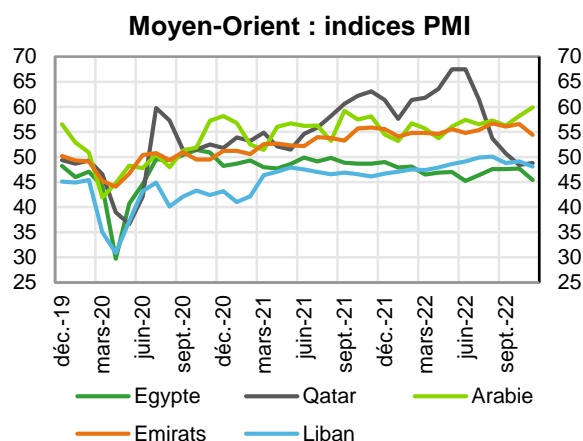
Perspectives

N°22/383 – 15 décembre 2022

MOYEN-ORIENT – AFRIQUE DU NORD : Les politiques économiques illustrées dans les indices d'activité

Les indices d'activité et de confiance des entreprises privées non pétrolières publiés récemment sur les rares pays de la région où ces enquêtes mensuelles sont disponibles, c'est-à-dire cinq pays du Moyen-Orient (Arabie saoudite, Égypte, Émirats, Liban et Qatar), illustrent une forme de confiance assez solide dans les pays du Golfe.

L'activité en Arabie saoudite et celle dans les Émirats sont dans la zone d'expansion (au-dessus de l'indice de 50) depuis deux années, et ce malgré les effets de la pandémie. Le redressement progressif de l'ensemble des activités de services (tourisme, transport, commerce de détail) et la hausse des commandes se poursuivent régulièrement au cours de l'année 2022. La plus grande ouverture de l'économie de ces deux pays (la création d'une zone économique spéciale et les évolutions sociétales pour Riyad, et les évolutions institutionnelles et commerciales aux Émirats) apporte également un surplus d'activité, notamment sur la consommation des ménages et une forte hausse de l'investissement privé dans les deux pays.



Source : IHS Markit, ENBD, Crédit Agricole SA

Le Qatar est un cas un peu à part puisqu'il subit un effet de base à la baisse issu de la très forte activité de certains secteurs début 2022 (le BTP notamment) pour la préparation du mondial de football et la chute des emplois après la fin des travaux. La tenue de cet événement majoritairement sur le mois de décembre, et qui devrait attirer un million de visiteurs, pourrait donc inverser la tendance négative depuis l'été.

Pour les pays du Golfe, l'environnement de l'année 2023 va être moins favorable en raison du ralentissement global de la croissance mondiale, de la force du dollar américain sur les marchés internationaux qui pourrait un peu affecter la compétitivité des exportations non pétrolières, et des taux d'intérêts un peu plus élevés qui pourraient affecter la consommation locale. Si l'impact à la baisse sur les taux de croissance du PIB devrait toutefois rester assez modéré compte tenu d'une conjoncture pétrolière qui reste favorable pour les pays producteurs, l'effet de base jouera toutefois fortement pour l'Arabie saoudite dont la croissance du PIB devrait être proche de 9% en 2022 et qui va décélérer à 3,5% en 2023 selon nos prévisions.

Pour les deux pays non pétroliers du panel, la confiance des entreprises n'est pas au rendez-vous compte tenu des crises que subissent ces deux pays ainsi que l'illustre l'indice inférieur à 50 points. Cette situation perdure depuis deux ans en Égypte et depuis plus de trois années au Liban (au moment du déclenchement de la crise et des révoltes populaires). Les entreprises égyptiennes sont pénalisées par la hausse globale des prix et par celle de l'inflation importée consécutive à la dévaluation de la livre, ce qui pèse sur la consommation et la demande globale. En Égypte, l'offre est également pénalisée puisque certains secteurs

connaissent des difficultés d'approvisionnement issues de certaines restrictions à l'importation pour protéger les réserves en devises. Ceci pourrait provoquer une décélération de la croissance du PIB à 2,2% a/a au second semestre de l'année calendaire 2022.

En ce qui concerne le Liban, il est difficile d'interpréter la hausse de l'indice PMI, probablement tiré par le redressement du tourisme cette année. Le pays subit en 2022 sa cinquième année consécutive de récession et reste toujours dans une impasse politique, institutionnelle, financière et économique totale. Petite lueur d'espoir pour ce pays sclérosé : une sortie de récession est envisagée en 2023 mais sans doute uniquement en raison d'un effet de base après la contraction du PIB des deux-tiers de 53 milliards de dollars à 18 milliards de dollars entre 2017 et 2022.

Article publié le 9 décembre 2022 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
14/12/2022	Espagne – PERTE Chip, le grand pari du plan de relance espagnol	Espagne
13/12/2022	Chine – Vers la fin du zéro-Covid ?	Chine
09/12/2022	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
09/12/2022	La mondialisation au secours du climat	Monde, climat
08/12/2022	PRISME – L'analyse de la conjoncture et de l'actualité agricole et agroalimentaire du Crédit Agricole	Agri-Agro-alimentaire
08/12/2022	France – Investissement et santé financière des entreprises	France
07/12/2022	Espagne : situation des entreprises au T3 2022	Espagne
07/12/2022	France – Immobilier résidentiel : les nuages s'accumulent, tassement en 2022 et 2023	France
06/12/2022	France – Des ménages plus fournis que cigales	France
05/12/2022	Union européenne – L'Inflation Reduction Act – seuls les amis peuvent vraiment décevoir	Union européenne
02/12/2022	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
01/12/2022	Allemagne – Un peu de répit avant une très probable entrée en récession	Allemagne
01/12/2022	COP27 : un premier pas vers la justice climatique	Afrique et Moyen-Orient
30/11/2022	Géo-économie – Le nouveau rôle des puissances secondaires	Monde

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit – **Statistiques** : Alexis Mayer, Jorge Mariano Mamani Soria

Secrétariat de rédaction : Véronique Champion

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Études ECO** disponible sur App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.